

M. Crosbie: Madame le Président, je n'ai jamais demandé au ministre s'il allait reprendre mes programmes. Il en a d'ailleurs repris la plupart, mais il s'oppose à celui-ci.

Des voix: Oh, oh!

Des voix: Bravo!

M. Crosbie: Je rappelle au ministre que le crédit d'impôt remboursable au titre de l'énergie était considéré comme une mesure très progressiste qui aurait aidé les gagne-petit au Canada, et uniquement ce groupe. Je tiens à le lui rappeler.

* * *

LE CRÉDIT D'IMPÔT À L'ÉNERGIE

LA MISE EN ŒUVRE DE LA PROPOSITION DU BUDGET
CONSERVATEUR

L'hon. John C. Crosbie (Saint-Jean-Ouest): Ma question supplémentaire s'adresse toujours au ministre des Finances. D'après Dian Cohen et d'autres observateurs, le nouveau budget aura pour conséquence d'augmenter chaque mois la facture de chauffage au mazout domestique de \$8, les cotisations d'assurance-chômage de \$7 et les dépenses d'essence de l'automobiliste moyen de \$7. M^{lle} Cohen estime qu'il en coûtera environ \$300 par an au contribuable et au propriétaire moyens. Je tiens également à rappeler au ministre que de plus en plus de familles vont avoir de plus en plus de problèmes avec le crédit en raison des taux d'intérêt élevés.

Devant cette situation, j'aimerais savoir si le ministre a l'intention d'oublier le programme relatif aux intérêts hypothécaires et à l'impôt foncier—et donc, de laisser tomber les propriétaires—et s'il compte, instaurer un système de crédit d'impôt à l'énergie—semblable à celui que nous avons proposé l'an dernier pour aider les gens à revenu faible ou à revenu moyen, dont 70 p. 100 s'adresseraient aux personnes gagnant moins de \$20 000 par année? Le ministre a-t-il l'intention de prendre une telle mesure? Peut-il s'engager à le faire et à aider ceux sur qui pèse le fardeau fiscal le plus lourd?

L'hon. Allan J. MacEachen (vice-premier ministre et ministre des Finances): Madame le Président, il semble qu'il soit nécessaire que je répète ce que j'ai déjà dit à plusieurs reprises, à savoir que je n'ai pas l'intention de proposer un crédit d'impôt à l'énergie.

Une voix: Et pourquoi pas?

M. MacEachen: Ce n'est pas parce que le gouvernement n'a pas tenu compte de l'impact qu'aurait la hausse des prix de l'énergie sur toutes les classes de gens.

M. McGrath: Ce n'est pas à votre honneur, Allan.

M. MacEachen: Nous avons décidé de ne pas prendre cette mesure parce que sur une période de quatre ans, le fardeau des hausses de prix proposées dans le budget sera moins lourd d'environ \$1 200 par famille que celui que représentaient les hausses décrétées dans le budget conservateur, compte tenu du crédit d'impôt à l'énergie.

Une voix: Vous mentez.

Une voix: Soyez sérieux, Allan.

M. MacEachen: Les familles canadiennes économiseront en moyenne \$1 200 de plus au cours des prochaines années.

Questions orales

Des voix: Bravo!

M. MacEachen: C'est ce que je crois et c'est pourquoi je n'ai pas prévu de crédit d'impôt à ce chapitre. Si les députés veulent contester ces statistiques et prouver qu'elles sont erronées, ils sont absolument libres d'essayer, évidemment. Quoi qu'il en soit, c'est sur ces faits que je me suis basé pour décider de ne pas accorder de crédit d'impôt à l'énergie.

* * *

L'INDUSTRIE

WHITE FARM EQUIPMENT—LES MESURES VISANT À EMPÊCHER
LA FERMETURE

M. Derek Blackburn (Brant): Madame le Président, ma question s'adresse au ministre de l'Industrie et du Commerce. Étant donné que la White Motor Company aux États-Unis est sur le point de fermer sa filiale canadienne, White Farm Equipment de Brantford, Ontario, mettant en chômage 1,200 employés; étant donné que cette situation posera de graves problèmes financiers et psychologiques aux travailleurs et à leur famille qui vivent dans une localité déjà en proie au marasme, et que les employés et retraités risquent de perdre leurs prestations de pension en totalité ou en partie, quelles sont plus précisément les mesures concrètes que le gouvernement fédéral adoptera pour sauver cette société fort rentable d'outillage agricole, qui est la nouvelle victime d'une multinationale?

L'hon. Herb Gray (ministre de l'Industrie et du Commerce): Madame le Président, nous nous tenons au courant de ce qui se passe à la White Motor Company.

Des voix: Oh, oh!

M. Gray: Nous sommes parfaitement conscients de l'importance et de la rentabilité de cette compagnie dans le secteur de l'outillage agricole. Nous voulons certainement voir ce qu'il est possible de faire pour assurer la rentabilité du secteur dans son ensemble, y compris la compagnie White Motor.

M. Blackburn: Madame le Président, je commence à être las de ces réponses du ministre qui ne veulent absolument rien dire!

Des voix: Bravo!

Une voix: Il faudrait en traiter au caucus.

M. Blackburn: Ma question supplémentaire s'adresse au même ministre. Étant donné que la compagnie White Farm Equipment doit quelque deux millions de dollars à la société Massey-Ferguson et que la compagnie White Farm Equipment a mis au point et construit la moissonneuse-batteuse 9700 en grande partie avec des fonds publics qu'elle a reçus sous forme de subventions de recherche et de développement consenties par le gouvernement fédéral, ce qui pourrait grandement aider la société Massey-Ferguson à se renflouer, le ministre ne pourrait-il pas intervenir dans les pourparlers actuels entre Massey-Ferguson et White Farm Equipment de manière à obtenir que Massey-Ferguson assume l'exploitation de White Farm à Brantford, ce qui rationaliserait les activités des deux entreprises et empêcherait la disparition de 1,200 emplois au Canada?